

naissant que l'avenir des Bahamas réside dans le tourisme et les finances et, en même temps, en maintenant leur propre intégrité et en n'abandonnant aucune de leurs idées. Ce n'est pas chose facile.

Les Britanniques n'ont pas abandonné à leur sort leurs territoires, et leur intérêt pour les pays indépendants du Commonwealth n'a pas faibli, mais leur apport est aujourd'hui très restreint. Ils consacrent des fonds aux petites îles, mais bien peu, car ils n'ont pas beaucoup d'argent à dépenser à cette fin. Des difficultés particulières en Guyane ont rendu indispensable à la stabilité politique et à la croissance économique l'appui des Britanniques. Les États-Unis aussi y sont allés de leur écot. Le Venezuela réclame une portion de la Guyane, ou la plus grande partie, ce qui ne laisse pas de poser un problème de caractère spécial.

D'ailleurs les conflits foisonnent entre pays antillais eux-mêmes. Il est reconnu que tout peuple qui habite une île est un peuple qui se méfie de ses voisins. J'ai vu la chose sur la côte du Maine où j'ai séjourné longtemps. J'ai vu une ville de cet État littéralement se diviser en deux sur la question de bâtir une école dans une île plutôt que dans une autre. Les gens des îles antillaises sont comme cela: ils répugnent à collaborer les uns avec les autres. Dans cette île-ci on vous racontera des histoires terribles sur les habitants de cette île-là. Les gens de la Barbade sont d'excellents administrateurs. Aussi les Britanniques ont-ils fait appel à eux pour des travaux d'administration dans d'autres îles. Ce qui provoqua des ressentiments, non pas contre les Britanniques mais contre les gens de la Barbade venus les gouverner. Bien entendu, aujourd'hui, la Barbade est indépendante. Rappelons-nous aussi la défunte Fédération des Antilles. L'idée était excitante et grosse d'avenir, mais, malgré l'appui enthousiaste de la Grande-Bretagne, des États-Unis et du Canada, on n'a pas su éviter l'écueil des oppositions entre peuples d'îles ou de territoires différents.

Le président: Je crains que les habitants de la Barbade soient vexés de ne pas se voir sur cette carte.

M. Armstrong: Ils y échappent de peu. La Guyane aussi ne figure pas sur la carte, comme vous pouvez le voir. Il y a loin du Guatemala à l'ouest à la Guinée à l'est.

Peut-être devrais-je conclure ma présentation en faisant remarquer qu'une question se pose, celle de l'attitude de ces peuples et vers qui à l'extérieur ils se retournent. Ils n'attendent plus rien de l'Europe si ce n'est, en partie, un marché pour certains de leurs produits et une source assez restreinte de capitaux d'établissement. En effet des capitaux du Marché commun vont au Surinam, des capitaux français, dans les territoires français, et il y a aussi des investissements néerlandais. Ajoutons à cela des capitaux privés britanniques et une quantité assez forte de fonds publics britanniques. Beaucoup d'argent privé britannique entre dans les Bahamas, non pas pour mettre en valeur le pays, mais à cause du climat favorable qu'offre ce pays pour les affaires des grandes corporations et les transactions financières. Force est aux gens de la région de se tourner vers les États-Unis comme la puissance politique et économique la plus considérable et la plus proche. La chose est inévitable, que les États-Unis le veuillent ou non.

Je tiens à bien préciser que je ne parle pas ici au nom du gouvernement des États-Unis. Les vues que j'exprime sont exclusivement les miennes. Pour Cuba, les relations remontent à la guerre hispano-américaine et, depuis la même époque, Porto Rico est une possession des États-Unis. Ceux-ci en outre sont devenus propriétaires des îles Vierges en les achetant du Danemark. Au cours de l'histoire les États-Unis sont intervenus militairement et politiquement dans un certain nombre de pays des Antilles, notamment à Haïti, dans la République Dominicaine, au Nicaragua et au Honduras, et aussi à Panama. Des compagnies américaines ont des investissements imposants au Venezuela et en Colombie et, autant du point de vue stratégique que maritime, les États-Unis ne sauraient se désintéresser de ce qui se passe dans la zone du canal de Panama. Tout cela conduit à des relations ambigües. Les Antillais considèrent les États-Unis comme un client éventuel, comme un bailleur de fonds possible, comme une puissance politique utile et comme quelqu'un de qui on s'attend à recevoir davantage que ce que l'on donne. Si vous faites le compte de la myriade de petits pays indépendants ou semi-indépendants qui peuplent les Caraïbes, vous vous direz que le fonctionnaire chargé des affaires antillaises au Département d'État en a plein les mains, particulièrement depuis l'avènement de Castro. Je ne m'aventure pas ici à départager les droits et les torts, mais le fait demeure qu'il est impossible aux États-Unis de ne pas avoir partie liée avec ces territoires, ne fut-ce qu'à cause de sa situation géographique, de ses 200 millions d'habitants, de sa puissance économique et militaire et du fait que ces pays forment son pas de porte, du moins au regard des stratèges.

Si aux yeux des Antillais les États-Unis apparaissent comme le client et l'investisseur tout désigné, ils ne se dissimulent pas moins que ce pays peut être aussi un problème de taille. Comment, se demandent-ils, maintenir sa propre intégrité, profiter de la situation et rester maître de ses propres affaires.

La question se pose. Les États-Unis ont-ils une politique antillaise? Je crois pouvoir répondre que non. Sans doute ont-ils une politique militaire pour cette région; cela au moins est clair. Au point de vue politique, c'est plutôt un espoir de ne pas voir un autre Cuba. D'ailleurs les États-Unis commencent à rechercher les causes de ce phénomène de Cuba et ce qui pourrait en provoquer un autre semblable. Et ces causes sont là qui crévent les yeux: sous-emploi, surpopulation, pénurie de ressources, manque de capitaux, despotisme politique d'un genre ou de l'autre. Celui, par exemple, qui règne à Haïti inspire une horreur sans bornes. A dire vrai, en matière de politique, les États-Unis s'efforcent d'en avoir une particulière et bien adaptée à chacun des pays. En général, ils ont mis fin aux interventions militaires. La récente exception, l'action en République Dominicaine a été difficile à expliquer aussi bien en Amérique latine qu'ailleurs dans le monde.

Le sénateur Martin: Pourriez-vous répéter la dernière phrase. Je n'ai pas entendu.

M. Armstrong: Depuis Roosevelt, la politique antillaise des États-Unis s'est voulue une politique de bon